



SOCIETE CIVILE DU SUD KIVU

Bureau de Coordination Provinciale
B.P : 43 Bukavu
Tél. : +243824736125 / +243994541218
E-Mail : societecivilesk@gmail.com
République Démocratique du Congo

GRUPE DE TRAVAIL THEMATIQUE MINES ET RESSOURCES NATURELLES

APPEL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DU SUD-KIVU EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO EN REACTION A L'ANNONCE FAITE PAR LA *Security and Exchange Commission*(SEC) DE LA DECISION DE L'ADMINISTRATION TRUMP DE SORTIR UN DECRET PRESIDENTIEL VISANT LA SUSPENSION DE LA DODD FRANK ACT (« LA LOI OBAMA »).

1. Nous, Organisations de la Société Civile du Sud Kivu en République Démocratique du Congo travaillant sur la problématique de la gouvernance minière dans le contexte post-conflit, réunies à Bukavu, ce 10 février 2017, avons échangé sur l'annonce faite par la ***Security and Exchange Commission*(SEC)** de la décision de l'administration Donald Trump de prendre un Décret visant à suspendre Dodd Frank pour une durée de 2ans. Rappelons que cette loi contient une section 1502 qui traite de minerais de conflit dans la région des grands lacs avec comme toile de fonds de couper le lien entre le conflit et l'exploitation minière dans cette région.

A cet effet, nous tenons à exprimer notre point de vue auprès de la ***Security and Exchange Commission (SEC)*** et à fixer l'opinion publique tant nationale et qu'internationale, particulièrement américaine sur les éléments ci-après :

La Province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo, a vécu plus d'une décennie caractérisée par des affres de la guerre et plus particulièrement des pires sévices commises sur les paisibles populations civiles par des armées étrangères d'occupation (de certains pays voisins) et par des groupes armés nationaux et étrangers et dont l'accaparement des ressources minières était le principal enjeu. La population du Sud-Kivu endure toujours les plaies non encore pansées de l'enterrement des femmes vivantes dans le Territoire de Mwenga, le tableau sombre peint des tueries, viols sexuels massifs avec violences des femmes et des jeunes filles, des villages entiers décimés, de nombreux cas de travail forcé et de pire forme de travail des enfants dans les mines d'exploitation artisanale, des assassinats ciblés, des extorsions, des tortures etc. Ces graves violations des droits humains qui s'apparentent aux crimes contre l'humanité ont chaque fois été suivies des crimes économiques illustrés par le pillage excessif des ressources naturelles, singulièrement minières et des paiements illégaux.

✓ L'avènement de la Section 1502 a créé un bouleversement de l'ordre existant, et prenant tout le monde de court. Ce choc amenant des entreprises cotées en bourses aux Etats-Unis de ne plus s'approvisionner à l'Est de la RD Congo et nous entraînant ainsi dans une sorte d'embargo de fait. Dans un premier temps, tous les secteurs de la vie économique avaient été asphyxiés et étaient presque aux arrêts. Plusieurs maisons d'achats de minerais et institutions financières avaient été obligé d'arrêter leurs activités. Les gagnes petits s'étaient vu renvoyés à la mendicité dans les centres villes, dont nombreux jeunes gens, jadis employés dans les mines, avaient rejoint des groupes armés qui les avaient recrutés. L'insécurité a

ainsi refait surface, la fraude et la contrebande minière transfrontalière se sont amplifiées et le Gouvernement provincial a vu ses recettes sensiblement réduites face à une demande sociale de plus en plus croissante.

- ✓ Un effort d'analyse à froids de la Section 1502 fut amorcé et permît aux acteurs publics, privés, à la Société Civile et aux partenaires techniques et financiers de s'appropriier et domestiquer les dispositions de la dite Section, conduisant à un changement positif illustré par les faits suivants :

- La prise de conscience par tous les acteurs publics, privés et de la Société Civile sur la nécessité de lutter efficacement contre l'expansion des minerais de conflits dans la Province du Sud-Kivu, en RDC et dans la Région des Grands-Lacs. C'est à ce titre qu'en RDC, il a été mis en place le « *Manuel de procédures de traçabilité des produits miniers de l'extraction à l'exportation* » ;
- Privé de l'exploitation illicite des minerais comme l'une des sources importantes de financement, l'activisme des groupes armés s'est significativement réduit. Dans la partie Est de la RD Congo, près de 8.500 enfants ont quitté les groupes armés entre 2009 et 2015 ;
- Alors que jadis, l'exploitation minière ne contribuait pas au développement des communautés vivant dans les zones minières, aujourd'hui le Sud Kivu a institué un fonds pour le développement communautaire dans les zones de production minière libre de conflits – et qui compte à son actif la construction de 2 écoles et de 2 Centres de Santé, sans compter d'autres projets en cours.
- La communauté et les acteurs miniers en particulier affichent une nette prise de conscience que la place de l'enfant n'est pas dans les mines mais à l'école. Au Sud-Kivu, on compte plus de 43 sites miniers (de 3T et Or) officiellement reconnus comme devant fournir des minerais libres de tout conflit sur le marché international. Ces sites miniers dits propres sont exempts du travail des enfants, de la présence des groupes armés et des cas de violation des droits humains. Et pourtant, avant la promulgation du Dodd Frank Act (DFA), l'existence de tels sites miniers relevait d'une simple fiction.
- Au cours de ces 3 dernières années, il s'observe une nette progression d'un éveil de conscience dans le chef des acteurs en aval de la chaîne pour mettre sur pied des mesures d'accompagnement en faveur des acteurs en amont de la chaîne d'approvisionnement.
- La mise en œuvre d'initiatives de traçabilité de l'Or ;
- La suspension de quelques officiers militaires supérieurs au Sud-Kivu pour leur probable implication dans l'exploitation illicite de minerais ;
- Etc.

2. Bien que situées à des milliers de Kilomètres de Washington (USA), les Organisations de la Société Civile du Sud-Kivu, parmi les plus activement engagées dans le plaidoyer en faveur de l'émergence d'une exploitation et d'un commerce responsables des minerais, tiennent à lever leur voix, pour dire haut et fort que, les décisions prises par l'administration américaine produisent un impact direct sur le quotidien de tout habitant de la Province du Sud-Kivu, de la RDC et de la Région des Grands Lacs.

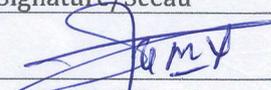
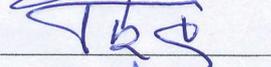
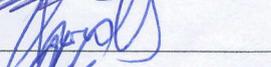
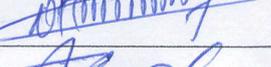
3. Les Organisations de la Société Civile du Sud-Kivu œuvrant dans le secteur minier demeurent convaincues que toute mesure de suspension de la Section 1502 aura indubitablement comme conséquences, l'infiltration dans la chaîne de possession, des

[Handwritten signatures and initials at the bottom of the page]

minerais de conflits, avec comme effets néfastes, la réactivation des groupes armés et l'alimentation des réseaux terroristes et mafieux en opportunité de l'accroissement de la fraude massive, de la contrebande minière, du blanchiment d'argent et de l'enrichissement illicite. Une telle mesure annihilerait les efforts internationaux, régionaux, nationaux et locaux visant à établir des chaînes d'approvisionnement responsable en minerais, accroîtrait dangereusement la capacité de nuisance des groupes armés sur les paisibles populations en amont, au départ meurtries par les effets de la mauvaise gouvernance globale de ces matières premières. Nonobstant, les nombreux défis à relever, les organisations de la Société Civile du Sud-Kivu œuvrant dans le secteur minier recommandent à la *Security and Exchange Commission* (SEC) d'user de tous les moyens juridiques et politiques à sa disposition afin de protéger et maintenir la Section 1502 du Dodd Frank Act. En répondant à cet appel, la *Security and Exchange Commission* (SEC) aura apporté une contribution substantielle à la lutte contre le développement des réseaux terroristes à l'échelle planétaire et singulièrement à l'Est de la République Démocratique du Congo et dans la Région des Grands Lacs.

Fait à Bukavu, le 1.8. Février 2017.

Pour les organisations de la Société civile du Sud-Kivu œuvrant dans le secteur minier :

N°	Noms	Organisation	Signature/Sceau
01	Remy KASIMBI	CRESA	
02	Vendicien RUBONERA	GAM asbl	
03	Fernando Nkomo	FSH-RDC	
04	M. Benjamin BOMBA	CRESA	
05	Ir. Patrice IWABAGUMA	I.G.E. asbl	
06	Oswald RUBONERA	ODN asbl	
07	Evénisse BAZIYAZA IZUBA	FAEMR	
08	Patrick NYARATOUWA	A.C.P.S	
09	Prosper PELD	MAX IMPACT	
10	Jerge NAMIRA	CENADEP	
11	VIVIANE JEDAHIRE	SOFESI	
12	Kily CIVAVA	COFAS	
13	Solange USUKU	Le Souverain Libre	
14	AMANI TOM	ABFEC - ACTION CONGO	
15	Raoul KIUNGANO	Justice Pour Tous	
16	M. Joseph MPESENI	Socive shabumoko	